Devoir obligatoire numéro 1

« L'État de droit et sa garantie »
(Dissertation)

« L'état de droit est comme la loi de la pesanteur. C'est lui qui fait que notre monde et nos sociétés restent soudés, que l'ordre prévaut sur le chaos. Il nous rassemble autour de valeurs communes; il nous ancre dans le bien commun. »

Ban ki-moon Secrétaire général des Nations Unies

Cela relève clairement le sujet que nous allons traiter. Par définition, l'Etat de droit est un système institutionnel dans lequel l'État voit ses pouvoirs, c'est-à-dire la puissance publique, encadrés par des règles de droit hiérarchisées.

- Définissez clairement la notion d'Etat de droit / vous n'évoquez pas la garantie ! (je ne sais pas ce que vous avez vu en cours)

Le respect du principe de la hiérarchie des normes, l'égalité des sujets de droit devant la loi, sont une garantie de l'État de droit. Mais, tout comme l'État édicte des règles, il doit se conformer à elles, conformément aux lois édictées par le Traité de l'Union Européenne, signé à Maastricht en 1992 et devenu le Traité de Lisbonne en 2009. L'accès à la justice, la liberté de presse et la lutte contre l'abus de pouvoirs, le maintien d'une société stable et sécuritaire sont les enjeux principaux de l'Etat de droit.
En effet, il n'existe pas d'Etat de droit dans les sociétés où les droits de l'homme ne sont pas protégés ; à l'inverse, les droits de l'homme ne peuvent pas être protégés dans des sociétés où n'existe pas un véritable Etat de droit.
Cette notion, aujourd'hui au cœur des démocraties modernes a évolué. Ainsi, au Royaume-Uni, Jean Sans Terre, roi d'Angleterre, s'est vu imposer la Magna Carta, texte fondateur de l'Etat de droit et de la démocratie. Appelé également la Grande Charte de 1215, il a inspiré de nombreux textes tels que la Déclaration des Droits aux Etats-Unis ou encore la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1789.
Puis, au XIXe siècle cette notion est apparue en Allemagne. Appelée le « le Rechtsstaat », elle servit à établir l'ordre social et le droit de vote.
Enfin, le Préambule du Traité de l'Union Européenne englobe les principes fondamentaux de l'Etat de droit, à savoir la démocratie, la liberté et le respect de la vie, de la santé et des droits de l'homme.
L'Etat de droit a vu le jour en premier lieu au niveau interne des États, puis il est devenu un principe fondamental de démocratie, et l'une des valeurs fondatrices communes aux Etats membres et à l'Union européenne, mais également à l'échelle internationale, en tant que pouvoir politique.

Au vu de ces observations, nous allons poser la problématique suivante : Quels sont les outils permettant d'assurer l'Etat de droit et sa garantie ?
On trouve dans les outils consacrés aux garanties tout d'abord l'accès à la loi (I) complété par les limites (II).

- J'ai simplement reformulé votre annonce de plan, vous n'avez pas besoin d'indiquer les A et B, ce sera pour les chapeaux. Par contre : votre II ne répond pas à votre problématique ! il faut soit le changer, soit modifier la problématique.

Supprimé: ér

Mis en forme: Avec puces + Niveau : 1 + Alignement : 0,63 cm + Retrait : 1,27 cm

Commenté [Office1]: Pourquoi mettez vous des références européennes ?

Commenté [Office2]: Source ?

Supprimé: é

Supprimé: é

Supprimé: ... [1]

Commenté [Office3]: Il s'agit de la traduction du latin

Supprimé: A

Supprimé: que

Supprimé: L

Supprimé: et l'une

Commenté [Office4]: Confus, modèle plutôt ?

Supprimé: ... [2]

Supprimé: e

Supprimé: de

Supprimé: ,

Mis en forme: Avec puces + Niveau : 1 + Alignement : 0,63 cm + Retrait : 1,27 cm

Supprimé: notamment par la mise en place d'instruments de prévention et de l'égalité du droit qui est la même pour tous I). Dans une seconde partie, nous détaillerons dans quelle mesure cela peut amener certains Etats à abuser du pouvoir, et conduire les Etats à plusieurs enjeux qui doivent être résolus dans la mesure du possible afin d'éviter une défaillance de l'État de droit.

Mis en forme: Police :Pas Gras

I) L'Etat de droit garantit l'accès à la loi

Chapeau

A) Les instruments de prévention pour une justice indépendante

Chaque année, l'Union rend un rapport annuel de l'Etat de droit, par le biais d'un tableau de bord de justice, en évoquant tous les points essentiels relatifs à la justice de chaque Etat membre.

Commenté [Office5]: C'est en cours de droit de l'UE ou en droit constitutionnel ?

Le Ministre allemand aux affaires européennes, Michael Roth s'intéresse particulièrement au mode d'organisation de l'Etat de droit, qui n'est pas convaincant. Il se prononce à ce sujet en disant :
« Nous voulons un instrument efficace, fonctionnel pour renforcer l'Etat de droit. »
Certains pays comme le Danemark ou encore la Suède sont convaincus que la mise en place d'instruments de prévention est une solution.
Quant à la Pologne ou encore la Hongrie, ces pays sont plus réticents, et pensent que cela n'est qu'une condition.
Parmi les éléments indispensables permettant de garantir l'État de droit, nous pouvons évoquer le respect de la hiérarchie des normes. Les États sont tenus de les respecter, notamment par le biais de la Constitution, des lois ou encore des engagements internationaux.
Cependant, si une norme juridique est contraire aux valeurs de la norme supérieure, celle-ci peut être contestée, voire rejetée.

Traités et conventions internationales
Loi
Principes généraux du droit
Règlements

la Constitution mentionne dans l'Article 2 que « La puissance publique s'exerce dans le respect de l'égale valeur de tous, de la liberté et de la dignité de l'individu. (…)

Le Parlement européen, élu pour la première fois au suffrage universel en 1979
Indépendance du juge
Le juge soumet la loi aux textes qui lui sont supérieurs. Textes et conventions internationales, constitution. Contrôle de conventionnalité et QPC qui permet au juge de renvoyer au Conseil Constitutionnel QPC en cours d'instance.
Dans ce sens, cela fait référence à Article 16 DDHC
- Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.

CJUE
Cour des comptes
Un nombre croissant de constitutions nationales mentionnent l'Etat de droit.

Bali, Indonésie - La Cour constitutionnelle d'Indonésie et la Commission de Venise ont tenu le 5e Congrès de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle à Bali, Indonésie, du 4 au 7 octobre 2022. Le thème du Congrès est « Justice constitutionnelle et paix »

B) La primauté du droit dans les institutions

Garantie : l'égalité de tous les sujets de droit

l'État n'exerce sa puissance qu'au moyen du droit (Sieyès)

Tous les sujets de droit puissent soumettre une norme juridique à un contrôle, de manière à en vérifier la conformité à la norme supérieure.
Conseil Constitutionnel
Contrôle de constitutionnalité
QPC soumettre loi au Conseil Constitutionnel
La voix du peuple peut s'imposer sur la voix du législateur et du Parlement

La Commission européenne pour la démocratie par le droit, appelée encore Comission de Venise

Par ailleurs, l'UE compte également deux organes consultatifs (Comité économique et social européen et Comité européen des Régions) ainsi que de nombreuses agences.

Conseil de l'Europe, une organisation chargée de faire respecter la Convention européenne des droits de l'homme.

Certains pays comme la Croatie, la Bulgarie ou encore la Roumanie sont en en retard

Récemment, la Commission de Venise a adopté, sous l'impulsion du Parlement européen, une liste des critères de l'état de droit[9]. L'Organisation des Nations Unies, de son côté, a créé un Groupe de coordination et de conseils sur l'état de droit

Recours à l'Etat d'urgence, mais avec des limites, sous peine de porter atteinte à l'Etat de droit.

II) Les limites de l'Etat de droit

A) La prévention de l'abus des pouvoirs

Il existe beaucoup d'exemples dans lesquels des actes ou des décisions spécifiques vont à l'encontre de l'Etat de droit. Deux exemples d'actualité, voir omniprésents au moment de l'élaboration de ce document sont présentés ici : la corruption et les conflits d'intérêts d'une part, et la collecte des données et la surveillance d'autre part.

Montesquieu, « *pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut que*, *par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir* »

Unique au monde, le cadre institutionnel de l'Union européenne confère à chacun un rôle et des pouvoirs qui lui sont propres.

Dans la plupart des domaines de compétence de l'Union européenne, les textes de lois - proposés par la Commission européenne - sont adoptés par le Conseil de l'UE et le Parlement européen, avant de s'appliquer à tous les Etats membres.

Dans un certain nombre de domaines en revanche, comme la politique étrangère, la justice ou le droit de la famille, ce sont les gouvernements nationaux qui ont généralement plus de poids (vote à l'unanimité au Conseil de l'UE, avis consultatif du Parlement européen…).

Conflit Ukraine et Russie

Citoyens et démocratie participative

"Parole aux Jeunes" a été menée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (Europe de 2035)

B) La lutte contre les fléaux de la société

> La lutte active (ou autre qualificatif : plurielle, variée….) contre l'atteinte aux droit

Commenté [Office6]: Trop peu juridique

Une solide garantie de l'Etat de droit est vitale pour la protection des droits de l'homme.

L'état de droit fournit les moyens de recours en cas de violations de ces droits ou de détournement des ressources publiques.

Mesures préventives

L'article 2 du TUE dispose que "*l'Union est fondée sur les* valeurs *de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'*État de droit*, ainsi que de respect des droits de l'Homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes*".
Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Un devoir d'assistance mutuelle

Défense à partir de 2021, le Fonds européen de défense 7,9 milliards d'euros
Le traité de Lisbonne a introduit, en son article 42.7, une clause de défense mutuelle. Celle-ci dispose qu' "au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir".

L'article 7 du TUE, quant à lui, sanctionne le non-respect des valeurs européennes.

L'obligation de respecter les exigences de l'État de droit est donc une norme juridique de l'Union qui s'impose tant aux États membres qu'à l'Union elle-même.

Croatie, Roumanie, Bulgarie, zone rouge

Respect Etat de droit à tous les niveaux, ca passe par le projet de budget *pluriannuel*

Le 16 décembre 2020, les dirigeants des Etats membres du Conseil Européen ont adopté le règlement fixant le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union Européenne pour la période 2021-2027. C'est plus de 1 824,3 milliards d'euros qui ont été négociés pour faire face à la crise économique, dûe entre autres par la crise sanitaire qui a touché le monde (Covid-19). C'est aussi une surveillance accrue des recettes, et aider les sociétés à se relever.

La lutte contre la corruption. A Chypre,l'Union Européenne a financé à hauteur de 334 millions d'euros un plan d'action de lutte anti-corruption, projet qui durera 24 mois. La population est

également sensibilisée, notamment en les aidant à s'insérer dans la vie professionnelle.

Enfin, l'immigration

Sources :

https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/270286-quest-ce-que-letat-de-droit

https://www.vie-publique.fr/fiches/274962-letat-de-droit-definition

https://www.crdh.fr/wp-content/uploads/la_garantie_des_droits.pdf

https://jurislogic.fr/etat-de-droit-definition-caracteristiques/
https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2016)007-f
https://www.un.org/ruleoflaw/fr/rule-of-law-and-human-rights/
https://www.un.org/fr/ga/67/meetings/hlm_rol.shtml
https://www.lefigaro.fr/vox/societe/muriel-fabre-magnan-l-etat-de-droit-est-il-malade-du-covid-19-20211221
https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/281875-etat-de-droit-et-primaute-du-droit-europeen-le-point-en-trois-questions
https://www.arte.tv/fr/videos/100014-000-A/l-etat-de-droit-comme-fondement-de-l-ue/
https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/the-eu-budget/long-term-eu-budget-2021-2027/
https://initiadroit.com/letat-de-droit-regles-de-droit-institutions-separation-des-pouvoirs-comment-fonctionne-letat-de-droit/
https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/les-institutions-europeennes/
https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/upholding-rule-law/eu-justice-scoreboard_fr
https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/la-politique-de-securite-et-de-defense-commune-psdc/#:~:text=Le%20trait%C3%A9%20de%20Lisbonne%20a,les%20moyens%20en%20leur%20pouvoir%E2%80%9D.
https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/693035/etat-d-urgence
https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/qu-est-ce-que-la-conference-sur-l-avenir-de-l-europe/
https://www.youtube.com/watch?v=lcO93_elicY
https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-03214090/document#:~:text=Tout%20d'abord%2C%20l',subjectifs%20justiciables%20devan

t%20les%20tribunaux.
https://www.venice.coe.int/images/SITE%20IMAGES/Publications/Rule_of_Law_Checklist_FRA.pdf
https://www.venice.coe.int/webforms/events/default.aspx?id=2453
https://www.coe.int/en/web/corruption/projects/srsp/cyprus
https://www.erudit.org/fr/revues/rqdi/2019-v32-n2-rqdi05823/1075173ar/
https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/115875/grande-charte-angleterre-texte-democratie-droit-constitutionnel-naissance-magna-carta
https://jeretiens.net/la-magna-carta/

Page 1 : [1] Supprimé	Utilisateur de Microsoft Office	05/11/2022 17:24:00

A

Page 1 : [2] Supprimé	Utilisateur de Microsoft Office	05/11/2022 17:25:00

Cette première partie sera